

IOAN BOLOVAN
LIANA LĂPĂDATU

L'Association nationale d'Arad pour la culture du peuple roumain (1863-1918) Entre local et régional

*« Pour sauver notre nom
et notre nationalité le premier
et incontournable devoir
est de préserver et cultiver
la langue littéraire. »*

Ioan Bolovan

Professeur à l'Université Babeş-Bolyai
et chercheur scientifique au Centre
d'Études transylvaines.

Liana Lăpădatu

Chercheur scientifique et traductrice
au Centre d'Études transylvaines.

L'ASSOCIATION NATIONALE d'Arad pour la culture du peuple roumain a été fondée en 1863. À côté de l'ASTRA, elle compte parmi les institutions culturelles dont la contribution a été essentielle au renouveau national des Roumains transylvains pendant la seconde moitié du XIX^e et au début du XX^e siècle. Bien que son activité ait officiellement commencé au printemps de 1863, l'initiative, les préparatifs, la rédaction de la première version des statuts etc. remontent à l'an 1861, soit à l'époque où l'ASTRA était en train de naître. Chaque association a tant des traits spécifiques – reflétant les conditions locales, l'autorité de certains chefs, plus ou moins appréciés dans les milieux dirigeants de la monarchie, le mouvement politico-national au début de la période libérale, l'appartenance politico-administrative –, que des aspects communs aux autres associations culturelles régionales, principalement en ce qui concerne la genèse et le fonctionnement.

L'association nationale d'Arad constituait une partie seulement de ce que

les spécialistes ont appelé « la société civile roumaine » de Transylvanie à l'époque moderne. La société civile est généralement formée de citoyens qui, associés sous différentes formes, participent à la vie publique, exercent une certaine influence sur le politique et défendent les intérêts de la population. Selon Sergiu Tâmaş, chercheur dans le champ des institutions politiques, « la formation de la société civile est le résultat d'un mouvement spontané et créateur des citoyens qui instituent bénévolement différentes formes d'association politique, économique, culturelle. Les membres de la société civile entrent dans un réseau de rapports sociaux, participant bénévolement à l'activité d'une multitude d'associations, organisations, clubs, afin de promouvoir une diversité d'objectifs et intérêts. Les organisations de la société civile sont autonomes par rapports à l'État, constituant une pluralité de centres de pouvoir, un système des pouvoirs non-étatiques ».¹ Le syntagme de « société civile roumaine » liée à la période antérieure à l'Union de 1918 est relativement récente dans l'historiographie roumaine, étant lancée par Liviu Maior, spécialiste réputé de l'histoire de la Transylvanie. Étant donné le statut des Roumains transylvains sous le dualisme, les centaines d'institutions professionnelles et culturelles régionales et locales (associations et sociétés culturelles, réunions des femmes, réunions des instituteurs, chœurs, sociétés de lecture des élèves et des étudiants, associations économiques etc.) étaient censées renforcer la conscience nationale roumaine. Cette effervescence associationniste, mise au service de l'affirmation de la nation roumaine, représentait effectivement une véritable « société civile roumaine », adaptée aux conditions politiques, culturelles et économiques du temps.² La « société civile roumaine » constituée en Transylvanie porte l'empreinte des conditions de vie des Roumains transylvains avant 1918, ce qui ne la rend pas moins importante pour le corps national roumain. Le modèle existait déjà dans la monarchie bicéphale, où certains peuples, tels les Tchèques, avaient démarré assez tôt le processus associationniste, d'édification de la société civile.³

L'Association nationale d'Arad pour la culture du peuple roumain n'est certainement pas une apparition singulière à l'époque, elle a suivi un modèle qui existait déjà dans le paysage roumain, tout comme chez les Hongrois et les Saxons de Transylvanie, chez les Slaves de la monarchie etc. Cela nous permet de déceler non seulement les influences de l'ASTRA ou des associations slaves mais aussi l'empreinte des relations personnelles entre des chefs provenant d'aires géographiques et administratives distinctes.

La fondation des associations régionales (celles d'Arad et de Sibiu en particulier, importants centres culturels et politiques) a été l'expression du besoin de l'intellectualité roumaine de Transylvanie et des parties ouest (Partium) de développer la culture nationale dans un cadre adéquat, comparable à celui promu par les institutions savantes des autres peuples. Les propos de George Barițiu, pro-

noncés lors de l'ouverture de la Société littéraire de la Roumanie (la future Académie Roumaine), en 1867, sont significatifs en ce sens : « L'idée de fonder une société académique roumaine ne date pas d'hier, j'en suis au courant depuis plus de dix ans. Ce fut cette idée qui conduisit à la fondation, en 1861-1862, des trois sociétés littéraires roumaines de Transylvanie, de Hongrie et de Bucovine. »⁴ Par les buts qu'elle s'est proposé et par ses préoccupations, l'Association d'Arad a eu, au moins pendant les premières années de son existence, la physionomie d'une société savante, académique, comme en témoignent ses initiatives d'unification de l'orthographe, la rédaction de quelques ouvrages historiques, ethnographiques et littéraires sur les Roumains transylvains etc. Lors de la deuxième assemblée générale de l'association, qui eut lieu à Arad du 13/25 au 14/26 octobre 1864, la famille Mocioni, par l'intermédiaire de Vincențiu Babeș, a proposé la rédaction d'un ouvrage historique sur « l'origine, la déchéance et la renaissance de l'esprit roumain », dont l'auteur devrait être gratifié d'une prime de 100 florins.⁵ Selon le même Vincențiu Babeș, cette véritable synthèse d'histoire nationale devait retracer la période de gloire des Daces, la déchéance survenue après l'invasion des peuples barbares, alors que la partie la plus consistante devait être consacrée aux combats politiques et au processus de rédemption nationale. Ce n'était pas une initiative sans précédent sur le plan du militantisme politico-national, étant donné que depuis la génération de l'École Transylvaine ce moyen d'argumentation scientifique a été souvent employé par l'action politique revendicative.

Lors de la troisième assemblée générale, du 10/22 au 11/23 mai 1865, Vincențiu Babeș a soulevé une question de première importance pour la culture roumaine : l'unification de l'orthographe. Venant à la rencontre de ce desideratum, l'Association nationale d'Arad a assumé la responsabilité d'une démarche visant la création d'un front commun pour l'unification de l'orthographe.⁶ Une commission formée de Vincențiu Babeș, Justin Popfii et Ștefan Adam devait contacter l'ASTRA, la Société pour la culture en Bucovine et « les hommes cultivés » de Roumanie, afin d'établir les moyens concrets de mise en œuvre de cette proposition. L'orthographe unifiée devait être adoptée par les trois sociétés culturelles et par toutes les publications roumaines et introduite dans les écoles et les institutions nationales. Ces démarches de l'Association nationale d'Arad en vue de l'unification de la langue écrite sont d'autant plus importantes qu'elles sont antérieures aux préoccupations de l'ASTRA en la matière et à la fondation de l'Académie Roumaine, témoignant d'une conscience roumaine active.

En quête d'une stratégie culturelle-nationale, l'Association d'Arad oscilla au début entre un programme scientifique majeur, savant, et une activité de diffusion de la culture et des valeurs nationales au sein des masses populaires. Au bout de quelques années d'activité, après l'affirmation de l'ASTRA et la fondation de la l'Académie Roumaine, l'institution culturelle d'Arad a renoncé visiblement

et presque en totalité à sa première orientation, prêtant une attention particulière à la propagation de la culture au sein du peuple. Dépourvue de ressources financières et matérielles, elle finit par devenir une institution culturelle dont la mission était généralement limitée au comitat d'Arad.

L'apparition de l'Association nationale d'Arad, et d'ailleurs de toutes les sociétés culturelles régionales, doit aussi être envisagée d'un autre point de vue. Elles étaient le fruit d'un moment de prodigieuse efflorescence du sentiment national roumain après l'époque libérale et l'union des Principautés roumaines en 1859. L'idée nationale est devenue une force spirituelle dominante non seulement chez les intellectuels transylvains, mais aussi chez d'autres catégories socio-professionnelles roumaines de la monarchie habsbourgeoise.⁷ Cet état d'effervescence nationale au niveau du menu peuple a été bien saisi tant par les rapports officiels du temps,⁸ que, surtout, par l'élite des Roumains, qui en a profité pour atteindre ses buts. Dans la lettre que Vincentiu Babeş a adressée en février 1861 à la presse française et italienne, il soulignait que : « Les Roumains d'Autriche non seulement possèdent un sentiment national prégnant, mais ils dépassent par cela les dix autres ethnies d'Autriche ; le dernier temps, ils sont devenus les vrais champions des nationalités d'Autriche. »⁹ Au-delà des exagérations inhérentes, il était de plus en plus évident que les Roumains étaient en train de devenir conscients de leur importance et commençaient à réclamer fermement leurs droits.

Au début de la 7^e décennie du XIX^e siècle, le mouvement national roumain a atteint une unité remarquable (même si passagère) à tous les niveaux. L'intellectualité laïque a réussi à prendre les rênes de la vie politique et culturelle et coordonner les efforts d'affranchissement national. L'une de ses principales préoccupations en Transylvanie a été d'aplaner les conflits entre unis et orthodoxes et de promouvoir un esprit de tolérance dans la vie publique et la stratégie politique-culturelle nationale.¹⁰ L'idée nationale a pour un temps réussi à l'emporter sur le confessionnalisme. Simion Bărnuțiu avait d'ailleurs signalé dès 1848 l'importance de l'union nationale pour l'affirmation de la nation roumaine : « Mon dessein est d'appeler les Roumains non pas à l'union confessionnelle, mais à l'union nationale. S'ils restent unis, les Roumains auront la capacité de constituer des fonds nationaux pour édifier des écoles, des académies, des instituts d'art, des sociétés de science, gagnant par cela le respect du monde entier. »¹¹ Au début de l'époque moderne, le national a prévalu incontestablement contre le confessionnel. L'idée nationale a représenté dans ces années-là quelque chose de grandiose, orthodoxes et unis « y découvrant la source de leur fraternité ».¹² L'élection de chefs laïcs et clercs, orthodoxes et unis, à la tête des associations régionales est symptomatique de cette solidarité moderne, nationale par excellence. À l'automne de 1861, lors de la première assemblée générale, l'évêque orthodoxe de Sibiu, Andrei Şaguna, fut élu président de l'ASTRA, alors que le chanoine gréco-catholique

lique de Blaj, Timotei Cipariu, devenait vice-président. À l'instar de l'ASTRA, la première assemblée générale de l'Association d'Arad, réunie au printemps de 1863, a élu son président en la personne de Procopie Ivacicovici, l'évêque orthodoxe d'Arad, tandis que le chanoine gréco-catholique de Lugoj, Mihail Nagy, fut élu vice-président. Les contemporains ont bien saisi le caractère national de ces deux institutions culturelles. Ne pouvant pas participer à l'assemblée générale de constitution de l'Association nationale d'Arad, un groupe de militants de la zone de Zarand a envoyé une lettre de félicitation qui témoigne de la même solidarité nationale et sociale : « La nouvelle association n'appartient pas à l'uni ou au non-uni, ni à l'aristocrate ou au démocrate, mais à tous les Roumains, n'importe leur couche sociale. »¹³ Dans cette partie orientale de la monarchie habsbourgeoise, l'Église et la religion ont joué dans la vie publique un rôle plus important que dans les sociétés occidentales en train de sécularisation.¹⁴

Le phénomène roumain ne fut pas singulier dans l'ensemble de la monarchie dualiste, pouvant être signalé, sur les mêmes coordonnées, dans le cas des associations slaves, pour lesquelles l'unité culturelle-nationale devait l'emporter sur le confessionnalisme. L'union des confessions en vue d'une action nationale efficace et convergente fut, par exemple, visible en 1864, lorsque l'évêque catholique Ștefan Moyses fut élu président de l'Association slovaque, alors que le surintendant de l'Église évangélique, Karol Kuzmány, devint vice-président.¹⁵

Certes, la fondation et l'évolution de l'association culturelle d'Arad portent aussi la marque d'un certain orgueil régional, les membres de l'élite du Banat et du Partium voulant s'aligner sur l'initiative des Transylvains de constitution d'une société culturelle nationale. Les événements de Sibiu du printemps 1861, liés à la fondation d'une telle institution, ont déclenché une vive émulation au sein de l'élite locale roumaine d'Arad, qui, en vertu d'une « concurrence spirituelle » (Arad avait la plus ancienne école normale roumaine, il était aussi le siège d'un évêché orthodoxe etc.) et en raison d'une nécessité urgente ferait de son mieux pour créer une société culturelle dans cette zone. Dans le brouillon de l'appel rédigé à Arad, le 7/19 septembre 1861, Atanasie Șandor, Miron Romanul et Nicolae Philimon faisaient référence à une telle influence ou concurrence, qui s'est avérée bénéfique pour les Roumains des parties occidentales : « Les Roumains du comitat d'Arad n'ont jamais été une partie insignifiante du peuple roumain. Essayons de ne pas rester en arrière cette fois non plus, lorsque nos frères roumains de partout ont commencé sagement à faire des progrès. »¹⁶

Cet esprit d'imitation n'est certainement pas étranger à l'apparition de sociétés culturelles à Arad, Sibiu et Cernovic au début des années 60 du siècle des nationalités. Les liens politiques entre les Roumains et les peuples slaves à l'époque moderne – qui ont été plus que conjoncturels au milieu du XIX^e siècle, comme l'a bien démontré la Révolution de 1848 – ont représenté un cadre adéquat pour

l'extension de ces liens sur d'autres composantes de la vie nationale.¹⁷ La situation politico-culturelle des Roumains ne diffère pas trop de celle des Slaves de la monarchie habsbourgeoise.¹⁸ Les idéaux et les buts ayant présidé à la fondation des associations régionales roumaines (surtout de l'ASTRA et de l'Association d'Arad) sont comparables, sous plusieurs aspects à ceux qui ont été à l'origine de l'apparition des associations slaves (1826, Matica srpska ; 1831, Matica češka ; 1836, Matica moravská ; 1842, Matica ilirska ; 1863, Matica slovačká ; 1864, Matica slovenačka).¹⁹ Matica srpska, apparue à Pest, en 1826 (selon le modèle de l'Académie hongroise des Sciences) a constitué le prototype des autres sociétés similaires fondées par les peuples slaves de la monarchie habsbourgeoise.²⁰ Une comparaison entre les statuts et les activités de l'Association d'Arad et de l'ASTRA, d'une part, et ceux des associations slaves, de l'autre, révèle plusieurs similitudes dans la stratégie culturelle adoptée par les élites roumaine et slaves, sans perdre de vue les traits spécifiques de chaque nation. La promotion de la langue, la littérature et l'histoire nationales à travers des écrits et des publications, la dotation des bibliothèques d'un fonds adéquat de livres et de revues, l'organisation des assemblées générales annuelles, les catégories de membres etc. sont des aspects qu'on peut retrouver à la fois dans les associations slaves et roumaines.²¹

Le processus d'institutionnalisation de la culture est visible, au milieu du XIX^e siècle, également chez les Hongrois et les Allemands de Transylvanie. Ce fut en 1841 qu'eut lieu à Sighișoara la première assemblée générale de la société saxonne *Verein für Siebenbürgische Landeskunde*, alors qu'en 1859 voyait le jour à Cluj la société hongroise *Erdélyi Múzeum-Egyesület* (l'Association du Musée transylvain) – institutions qui se sont fait remarquer par des recherches dans le domaine de l'histoire, la littérature et les sciences naturelles, ayant des structures semblables à celles des associations slaves et roumaines.²² La question qui se pose dans ces conditions est si l'on peut parler d'un modèle culturel institutionnel extérieur qui aurait modelé le profil des sociétés culturelles roumaines. Des références à l'activité de pareilles institutions étrangères ont existé à l'époque, telle, par exemple, la réponse de l'élite d'Arad, du 2/14 janvier 1862, aux questions du Conseil Royal de Lieutenance de Hongrie au sujet des statuts de la future association : « Lorsque nous, les fondateurs, voyons le travail salutaire des nombreuses et diverses associations de la nationalité hongroise ou des autres, telles celle du Saint Étienne, du Saint Ladislas, Matica [...] nous ne pouvons pas rester indifférents... »²³ De pareilles références apparaîtront aussi quelques années plus tard, au moment de l'évaluation des résultats obtenus par l'Association d'Arad. D'autre part, les contacts entre les intellectuels roumains et slaves qui avaient fondé les associations culturelles remontent au temps où plusieurs d'entre eux étaient collègues aux écoles et aux universités de la monarchie. Dans le stade

actuel des recherches nous pouvons affirmer que l'apparition des associations à Sibiu, Arad, Sighet et Cernovic n'a pas été l'effet de l'imitation mécanique d'un modèle institutionnel extérieur, ni un acte de bienveillance gratuite de la part de la Cour de Vienne. Les sociétés culturelles régionales sont avant tout l'expression de la modernisation de la société roumaine transylvaine et du processus d'institutionnalisation de la culture transylvaine sur des bases nationales.²⁴ L'ample solidarité générale roumaine manifestée à l'automne de 1918 est aussi le résultat des activités des institutions culturelles d'Arad, Sibiu, Sighet et Cernovic, qui ont constamment promu, de façon plus ou moins explicite, l'idéal de l'unité nationale de tous les Roumains.

L'assemblée consultative réunie les 9-11 mars 1861 en vue de la fondation de l'Association transylvaine à Sibiu a réactivé l'intellectualité d'Arad. Le rattachement du Banat et du Partium à la Hongrie, en décembre 1860, avait constitué un stimulant pour les Roumains de la région, qui ont commencé à agir en vertu du principe des nationalités. En été 1861, les intellectuels d'Arad (laïcs et clercs) se sont réunis à plusieurs reprises pour débattre la question de la fondation d'une société culturelle pour les Roumains d'Arad. Les mêmes réalités sociales, politiques et culturelles ont imposé aux institutions de Sibiu et Arad des formes d'organisation et d'activité similaires, étant donné que la stratégie culturelle adoptée par les élites de Sibiu et Arad visait en dernière instance la préservation de l'esprit national roumain.

LES STATUTS de l'Association nationale d'Arad pour la culture du peuple roumain ont subi des modifications successives pendant la seconde moitié de 1861 et il est difficile pour l'instant de préciser à quel moment ils ont vêtu la forme définitive. Ce qui est certain, c'est que les premières listes publiques de souscriptions au profit de la future association culturelle ont été diffusées et signées en août-septembre 1861.²⁵ À cette date, les statuts de l'institution auraient normalement dû être rédigés. Une première étape des débats au sujet de la fondation d'une société culturelle s'est pratiquement achevée au début de septembre 1861. Le caractère de cette institution ressort clairement de l'analyse entreprise par une partie de l'élite d'Arad, réunie le 5/17 septembre, représentée par George Popa de Teiuș, Ioan Arcoși, Mihail Beșanu, Ioan Rațiu, Miron Romanul, Atanasie Șandor, David Nicoară, Nicolae Philimon etc. Les 14 membres présents ont décidé de la constitution d'une société de lecture, dont les membres fondateurs devaient payer une taxe de 8 florins et s'abonner à quelques journaux et revues : *Gazeta Transilvaniei*, *Telegraful român*, *Amicul scoalei*, *Concordia*, *Ost und West*, *Hirnok*, *Arader Zeitung* etc.²⁶ La présence à la réunion d'un nombre restreint d'intellectuels, le but avancé ainsi que la taxe préconisée donnent le

profil de la future institution : une société de lecture à caractère élitiste, destinée à satisfaire les nécessités de l'intellectualité locale – qui n'avait donc rien à faire avec une association culturelle régionale.

L'approbation des statuts de l'ASTRA par les autorités, le 6/18 septembre 1861, et le grand intérêt qu'ils ont suscité au sein de l'opinion publique transylvaine ont influencé les options de l'élite intellectuelle d'Arad. Ce fut à ce moment que démarra la deuxième étape dans le processus de fondation de l'Association nationale d'Arad. L'aire d'extension de la société de lecture a subi des modifications sensibles. Les décisions ont visé la constitution d'une société de lecture pour tous « les Roumains du comitat d'Arad, dont les membres devaient être recrutés à l'aide des paroisses et des justices de paix ».²⁷ Les principaux visés étaient l'élite locale des communautés villageoises, les instituteurs et les prêtres qui pouvaient offrir un support à l'activité culturelle-nationale. Ainsi, dans l'appel publié le 12/14 septembre 1861, les chefs du mouvement culturel d'Arad invitaient le public roumain du comitat à soutenir l'initiative de fondation d'une société de lecture :

*Nous devenons conscients que pour sauver notre nom et notre nationalité le premier et incontournable devoir est de préserver et cultiver la langue littéraire. Pour y parvenir, nous devons d'abord réaliser l'union, pour qu'avec des forces unies nous puissions ensuite frayer le chemin vers la culture nationale. C'est à cette fin que l'intelligentsia d'Arad, après une entente amiable, a décidé de faire les pas qu'il convient en vue de la fondation d'une société de lecture au centre de ce comitat. L'intelligentsia d'Arad est persuadée que les hommes passionnés de littérature de tout le comitat nous aideront dans cette entreprise nationale.*²⁸

Ce sont les premiers signes que le caractère élitiste a cédé la place au dialogue plus large avec les masses populaires (fût-il par l'intermédiaire de l'élite locale villageoise) et que la nécessité d'élargir la base sociale, par l'attraction de la paysannerie, se faisait de plus en plus sentir dans le mouvement culturel (comme dans celui politique du temps).²⁹ Le même phénomène est à remarquer au niveau de la Matica Srpska, où Svetozar Miletić était préoccupé d'imprimer un caractère plus populaire à cette institution, dans la tentative de l'adapter aux nouvelles réalités politiques de la monarchie. Cultiver le peuple signifiait en fait cultiver la paysannerie, lui offrir une éducation politique et culturelle en vertu du principe de nationalité, afin de l'engager dans la sphère du militantisme du mouvement d'affranchissement national.³⁰ L'extension territoriale est un mérite de cette étape, et le but de la société de lecture préconisée venait à la rencontre des nouveaux commandements socio-politiques du début de la 7^e décennie du XIX^e siècle. Les statuts de l'Association d'Arad n'avaient pas encore vêtu la forme finale.

L'activité de l'ASTRA débuta à Sibiu le 23 octobre 1861, dans une atmosphère d'enthousiasme général, continuant pendant des décennies à coordonner le mouvement culturel-national des Roumains transylvains. Peu de temps après, l'Association d'Arad parachevait ses statuts, phénomène qui correspondrait à la troisième phase du processus de constitution de cette institution. En tout cas, en décembre 1861 les statuts de l'institution d'Arad étaient déjà élaborés, étant donné que les chefs de l'association rédigeaient, le 2/14 janvier 1862, un long mémoire explicatif en marge des observations du Conseil Royal de Lieutenance au sujet des statuts de l'Association d'Arad.³¹ Ce document est extrêmement important pour les nouveaux sens acquis par l'institution d'Arad dans cette troisième étape de sa création, à l'automne de 1861. Le changement le plus notable est sa transformation d'une société de lecture en une association culturelle, dont le programme était censé contribuer au progrès culturel de la nation. Abandonner le provincialisme et assumer les problèmes urgents de tout le peuple roumain soumis à la domination étrangère, voilà ce qui conféra à cette société un caractère généralement roumain. Le discours que Vincențiu Babeș a tenu en 1864, lors de la deuxième assemblée de l'Association nationale d'Arad, est éloquent en ce sens : « Elle a commencé par être une réunion de nos frères du comitat et de la ville d'Arad, une sorte de société de lecture, mais les circonstances lui ont donné une importance générale, la transformant en un facteur du progrès de la culture nationale roumaine de partout. »³²

Les statuts ont consacré ce caractère général roumain de l'institution d'Arad. Rien de leur contenu ne permet de la considérer comme une association locale, limitée à la ville et au comitat d'Arad. Ses objectifs dépassaient donc les intérêts locaux et tenaient d'une stratégie nationale qui se proposait, à travers les associations régionales, de militer pour l'unité culturelle de tous les Roumains. Ainsi, dans le préambule des statuts de l'Association d'Arad, le public était averti que « les adhérents roumains de la ville d'Arad et ses alentours, étant donné que le haut gouvernement du pays permet à chaque nationalité de se développer librement et que les sociétés sont nécessaires au développement national d'un peuple, ont trouvé bon pour l'avance de la culture nationale du peuple roumain de fonder une société aux statuts suivants : 1) le but essentiel de la société est la culture nationale du peuple roumain, principalement le progrès de la littérature roumaine et de la culture sociale... »³³

Parallèlement à l'envoi des statuts au Conseil Royal de Lieutenance, deux délégués du mouvement national roumain d'Arad se rendirent à Vienne pour remettre les statuts à l'empereur. La bureaucratie viennoise et la réticence manifestée par les autorités hongroises ont prolongé le processus d'officialisation de l'Association nationale d'Arad pour la culture du peuple roumain. Finalement les statuts furent ratifiés par l'empereur par la résolution du 17 septembre 1862

(publiée dans le Décret impérial n° 15554 du 18 octobre 1862) et par le Conseil Royal de Lieutenance de Hongrie par le décret n° 10280 du 11 février 1863.³⁴ Au printemps de 1863, les préparatifs pour la réunion de constitution de l'Association d'Arad entraient dans la phase finale. L'initiative appartenait cette fois-là au facteur ecclésiastique, représenté par l'évêque orthodoxe d'Arad, Procopie Ivacicovici. Celui-ci convoqua l'élite d'Arad en séance préliminaire pour la date du 18/30 mars 1863. Un comité exécutif fut constitué à cette occasion, formé de Ioan Rațiu, Ioan Arcoși, Atanasie Șandor, Nicolae Philimon, Miron Romanul, Lazăr Ionescu et Ioan Popovici Desseanu, qui devait préparer les travaux pour l'assemblée générale de constitution. Ce comité exécutif se réunira par la suite en sept séances, pour mettre au point tous les aspects liés à la fondation de l'Association nationale d'Arad : le programme de la première assemblée générale ; les listes de souscriptions ; les invitations adressées à toutes les personnalités de la vie publique roumaine de Transylvanie de participer à l'ouverture des travaux de l'association (George Barițiu, Axente Sever, Timotei Cipariu, Ion Codru Drăgușanu, Andrei Șaguna, Vincențiu Babeș etc.).³⁵ Cette action était conforme aux intentions de l'élite d'Arad de faire de cette association un foyer de culture nationale. La fondation de l'institution d'Arad n'est d'ailleurs pas restée sans écho, ce qui prouve que l'opinion publique roumaine a favorablement accueilli cet événement. C'était, sans doute, le résultat de l'évolution unitaire de tous les territoires roumains, de l'intensification pendant et après la Révolution de 1848 de la collaboration entre les chefs du mouvement d'affranchissement national des Roumains de l'Empire des Habsbourg.³⁶

La première assemblée générale (de constitution) de l'Association nationale d'Arad eut lieu le 30 avril/12 mai 1863 dans une ambiance d'enthousiasme général. Après avoir participé à la messe officiee dans la cathédrale orthodoxe de la ville, en présence de l'évêque Procopie Ivacicovici, les participants se dirigèrent vers l'hôtel « Crucea Albă », où devaient se dérouler les travaux. La participation des intellectuels de la région, de quelques membres de l'élite transylvaine et d'un grand nombre de paysans des environs a conféré à cette assemblée le caractère d'une véritable fête nationale. Elle a d'ailleurs été considérée par les contemporains comme « la première et la plus grandiose manifestation culturelle des Roumains du Banat et de la Crișana depuis la fondation de l'École normale à Arad en 1812 ».³⁷

Les derniers aspects liés à l'organisation furent mis au point lors des réunions du 30 avril/12 mai, lorsque fut constitué aussi le comité directeur, formé de l'évêque Procopie Ivacicovici – président ; le chanoine gréco-catholique de Lugoj, Mihail Nagy, et George Popa de Teiuș – vice-présidents ; Anton Mocioni – directeur ; Sigismund Popovici – directeur adjoint, les autres membres étant des intellectuels, des laïcs et des clercs d'Arad, Budapest, Lugoj, Lipova, Satu Mare,

Timișoara etc. La composition de ce comité témoigne de l'intention de placer à la tête de cette institution des personnes de confession à la fois orthodoxe et gréco-catholique, quelle que fût leur origine géographique et sociale. La réalisation de l'union d'action au-delà du confessionnalisme devait conférer à l'Association d'Arad le statut d'institution représentative de la nation roumaine de toute la monarchie. Le cachet de l'association établi à la même occasion ressemblait à celui de l'ASTRA, représentant l'effigie mythologique de la déesse Minerve « en tant que l'idéal des sciences et des arts, avec le nom gravé de la société : l'Association nationale pour la culture du peuple roumain, Arad, 1863 ».

Une délégation constituée lors de la réunion finale du 1^{er}/13 mai 1863 devait présenter à l'empereur la lettre et les hommages des membres de la société, en signe de reconnaissance pour la bienveillance dont il avait preuve envers eux, en donnant son accord pour la fondation de l'association. Le budget pour l'an en cours fut voté dans la même réunion. Outre des frais administratifs et la constitution d'un fonds de réserve, il devait couvrir les bourses octroyées à des élèves et des étudiants, les aides à l'industrie et au commerce, aux écoles élémentaires et à la fondation d'une bibliothèque, aux créations littéraires et artistiques.³⁸ Même si assez modestes, ces premiers pas devaient aboutir à la mise en pratique d'un programme culturel national d'envergure, censé contribuer à l'affirmation du peuple roumain. La société culturelle d'Arad a modelé le mental collectif contemporain, son nom devenant un véritable symbole de la vie culturelle de la région. Le journal *Concordia* remarquait en 1863 : « Étant donné que la position géographique-topographique de cette cité [Arad] est celle d'un point central entre les Roumains de Hongrie et de Banat, nous, l'association d'Arad, l'envisageons du point de vue national, pour tous les Roumains de la Hongrie actuelle. »³⁹

La nouvelle association culturelle a joui assez vite de l'adhésion de toutes les couches sociales du temps. Les organes de presse ont déployé une ample campagne pour présenter les événements d'Arad comme une manifestation féconde de la communauté nationale roumaine,⁴⁰ qui a éveillé une vive émotion dans les cœurs des Roumains de l'empire. Des instituteurs, prêtres, avocats, fonctionnaires, artisans, élèves, étudiants, paysans etc. provenant de tous les coins de l'empire (Vienne, Baden, Munkács, Pest, Făgăraș, Sibiu, Sighet, Caransebeș, Lugoj, Satu Mare etc.) sont devenus membres de l'Association d'Arad, voulant ainsi participer au progrès culturel roumain. 35 Roumains de Vienne ont manifesté leur intention de devenir membres de l'Association d'Arad, dont 25 étudiants, 5 secrétaires impériaux, 2 professeurs, 2 juristes et un marchand. George Popa, officier à Ceneda, en Italie, envoyait à l'Association d'Arad une lettre pathétique, le 2 juin 1863, dans laquelle il décrivait la joie ressentie par un groupe d'officiers roumains à l'inauguration de cette société.⁴¹ Depuis Venise, le lieutenant-colonel Traian Doda expédiait 10 florins pour soutenir les buts de l'Association d'Arad.

Des preuves de sympathie pour la nouvelle société venaient aussi de Bucarest et Iași, concrétisées en lettres de félicitation, donations en argent, livres, tableaux historiques etc.⁴² Toutes les conditions étaient ainsi remplies pour que l'Association nationale d'Arad développe une ample activité culturelle, à la mesure des espoirs suscités par sa fondation.

Bénéficiant du climat favorable de l'époque libérale, l'institution culturelle d'Arad a lancé au début des activités conformes aux statuts, offrant aux Roumains des parties ouest (Partium) la possibilité de manifester leur esprit national. Les actions entreprises en vertu du principe de nationalité ont diminué la distance entre l'élite et le peuple, réalisant une unité culturelle et une solidarité nationale qui dépassaient les frontières politico-administratives temporaires. Sans être étrangère à un certain mimétisme en ce qui concerne la genèse, les statuts, la structure et le programme d'activité, l'Association nationale d'Arad a cherché dans le temps à acquérir un profil distinct. Les similitudes avec l'ASTRA mais aussi avec les institutions des Slaves, des Hongrois et des Allemands de la monarchie ou de Transylvanie témoignent d'une évolution nationale, socio-économique et politico-culturelle relativement équilibrée, tout en reflétant l'esprit du temps. □

BCU Cluj / Central University Library Cluj

Notes

1. Sergiu Tămaș, *Dicționar politic. Instituțiile democrației și cultura civică*, Bucarest, 1993, p. 258.
2. Liviu Maior, *Habsburgi și români. De la loialitatea dinastică la identitate națională*, Bucarest, 2006, p. 8.
3. Jan Havranek, « The Development of Czech Nationalism », *Austrian History Yearbook*, vol. III, 2^e partie, 1967, p. 239.
4. Apud Vasile Curticăpeanu, *Mișcarea culturală românească pentru Unirea din 1918*, Bucarest, 1968, p. 78.
5. Teodor Botiș, *Monografia familiei Mocioni*, Bucarest, 1939, p. 98 ; *Aurora Română* (Pest), II, n° 21, 1864.
6. Le Service départemental d'Arad des Archives Nationales (désormais SDAAN), *Fond ASTRA – despărțământul cultural al județului Arad*, dossier 47/1865, f. 149 ; Petru Oallde, *Lupta pentru limbă românească în Banat. Apărarea și afirmarea limbii române la sfârșitul secolului al XIX-lea și începutul secolului al XX-lea*, Timișoara, 1983, p. 162 ; *Aurora Română*, III, n° 11, 1865.
7. Alexandru Dușu, « Mișcarea pentru unitatea culturală a românilor în a doua jumătate a secolului al XIX-lea și la începutul secolului XX », in *Națiunea română. Geneză, afirmare, orizont contemporan*, dir. Ștefan Ștefănescu, Bucarest, 1984, p. 427 sq. ; C. A. Macartney, *The Habsburg Empire, 1790-1918*, Londres, 1971, p. 731 ; Liviu Maior,

- « Intensificarea luptei pentru desăvârșirea unității de stat după 24 ianuarie 1859 », *Apulum* (Alba Iulia), VII/2, 1969, p. 185.
8. SDAAN, *Fond George Popa de Teiuș*, dossier 2/1848-1866 ; E. Hodoș, *O viață de luptă, suferință și nădejde. Însemnări biografice*, Sibiu, 1941, p. 34.
 9. In *Corespondența lui V. Babeș (scrisori trimise)*, vol. II, édition soignée par George Cipăianu et Ana Maria Cipăianu, Cluj-Napoca, 1983, p. 132.
 10. Keith Hitchins, « Cultul național sacru. Intelectuali români și Biserica din Transilvania, 1834-1869 », in *Conștiință națională și acțiune politică la românii din Transilvania (1700-1868)*, Cluj-Napoca, 1978, p. 126 ; Cornelia Bodea, « Baza socială a mișcării de emancipare națională a românilor din Transilvania sec. XVIII și XIX », *Revista de istorie* (Bucarest), 31, n° 11, 1978, p. 1964.
 11. In Cornelia Bodea, *1848 la români. O istorie în date și mărturii*, vol. I, Bucarest, 1982, p. 479 sq.
 12. Keith Hitchins, « Laic și ecleziastic în mișcarea națională românească din Transilvania (1830-1869) », in *Cultură și naționalitate în Transilvania*, Cluj, 1972, p. 68 ; id., « Cultul național sacru », p. 127.
 13. SDAAN, *Fond ASTRA*, dossier 6/1863, f. 28 sqq. Vasile Goldiș exprime la même idée lors de l'assemblée générale de l'Association nationale d'Arad de 1910 : « Ici [à l'Association d'Arad] on peut rencontrer tous les Roumains [...] qui se sont attachés à la culture roumaine. L'association n'est pas une institution confessionnelle. Ses membres peuvent être tous les Roumains, n'importe leur position sociale, de l'évêque au paysan. » In *Tribuna* (Sibiu), XIV, n° 1, 1910. Les idées de Vasile Goldiș chez Marțian Iovan, « The Role of Spiritual Values and Beliefs in the Historical Developments of Peoples », *Cultura. International Journal of Philosophy of Culture and Axiology*, vol. VII, n° 1, 2010, p. 150-165.
 14. Radu Carp, « Religion in the public sphere : is there a European common model ? », *Journal for the Study of Religion and Ideologies*, vol. 10, n° 28, 2011, p. 85-86 ; Mihaela Frunză et Sandu Frunză, « Etică, superstiție și laicizarea spațiului public/Ethics, superstition and the laicization of the public sphere », *Journal for the Study of Religion and Ideologies*, vol. 10, n° 28, 2011, p. 14-19.
 15. Andrej Mraz, « Vznik Matice slovenskey a jej význam v období zvýšeného národního útlaku », in *Matica slovenská v našich dejinách sborník stati*, Bratislava, 1963, p. 41.
 16. In Dan Demșea, « Istoricul unei biblioteci românești – biblioteca Asociației Naționale Arădene pentru cultura și conversarea poporului român », in *Comunicări și referate*, Arad, 1974, p. 72.
 17. Miodrag Milin, *Relațiile politice româno-sârbe în epoca modernă (perioada 1848-1878)*, Timișoara, 1986, p. 29-37 ; Vasile Netea, *Lupta românilor din Transilvania pentru libertate națională (1848-1881)*, Bucarest, 1974, p. 46.
 18. Fran Zwitter, *Les Problèmes nationaux dans la monarchie des Habsbourg*, Belgrade, 1960, p. 88 sqq.
 19. Pamfil Matei, « Asociațiunea transilvană pentru literatura și cultura poporului român » (*Astra*) și rolul ei în cultura națională (1861-1950) (Cluj-Napoca, 1986), p. 35.

20. P. Herrity, « The Role of the Matica and Similar Societies in the Development of the Slavonic Literary Language », *Slavonic and East European Review*, vol. 51, n° 124, 1973, p. 368-386 ; Stanley B. Kimball, *The Austro-Slav Revival: A Study of Nineteenth-Century Literary Foundations* (Philadelphia, 1973), p. 6 ; id., « The Serbian Matica – Prototype of Austro-Slav Literary Foundations : The First Fifty Years, 1826-1876 », *East European Quarterly*, III, n° 3, 1959.
21. Ioan Bolovan et Liana Lăpădatu, « Societățile culturale românești din Transilvania și Matica Srpska în epoca modernă », *Anuarul Institutului de Cultură al Românilor din Voivodina* (Zrenjanin), 2009, p. 160-164.
22. Anna Maria Ardos et Maria Mirel, « Considerații privind înființarea societăților culturale transilvănene “Astra” și “Asociația Muzeului Ardelean” », *Acta Musei Napocensis* (Cluj-Napoca), XVIII, 1981, p. 534 ; Petre Dan, *Asociații, cluburi, ligi, societăți. Dicționar cronologic*, Bucurest, 1983, p. 25 sq.
23. Les Archives de l'Évêché orthodoxe roumain d'Arad (désormais AEOA), dossier 229, doc. 24/1861, f. 3v. Voir aussi le vol. *Mărturii privind lupta românilor din părțile Aradului pentru păstrarea ființei naționale prin educație și cultură (1784-1918). Documente referitoare la Episcopia Ortodoxă a Aradului*, préface par Sa Sainteté l'Évêque dr Timotei Sevițiu, étude introductive, notes et commentaires par prof. dr. Vasile Popeangă, Arad, 1986, p. 142-144.
24. Vlad Popovici, « ASTRA's Founders : A Prosopographical Study », *Transylvanian Review*, vol. XX, n° 2, 2011, p. 88.
25. Mircea Timbus, « Mărturii documentare despre rolul Asociației Naționale din Arad pentru cultura poporului român în lupta de emancipare națională și spirituală a românilor din Transilvania (sec. XIX) », *Ziridava* (Arad), VI, 1976, p. 165 ; SDAAN, *Fond ASTRA*, dossier 1/1861, f. 1-2.
26. Dan Demșea, « Istorical unei biblioteci românești », p. 71.
27. *Ibid.*
28. In Curticăpeanu, *Mișcarea culturală românească*, p. 49 ; Dan, *Asociații, cluburi, ligi*, p. 52 sq.
29. Simion Retegan, « Contribuția satului la mișcarea națională și spirituală a românilor din Transilvania în perioada liberalismului austriac », in *Stat, societate, națiune. Interpretări istorice*, dir. Nicolae Edroiu, Aurel Răduțiu et Pompiliu Teodor, Cluj-Napoca, 1982, p. 343.
30. Kimball, *The Austro-Slav Revival*, p. 19 ; Emil Niederhauser, *A nemzeti megújulási mozgalom Kelet-Európában*, Budapest, 1977, p. 262.
31. AEOA, dossier 229, doc. 24/1861.
32. *Propunerea familiei de Mocioni făcută în a doua adunare generală a Asociației române naționale din Arad*, Pest, 1864, p. 3 sq.
33. *Catalogul membrilor și Statutele Asociațiunei naționale în Arad pentru cultura și conversarea poporului român*, Arad, 1864, p. 36.
34. *Ibid.* ; Mircea Timbus, « ASTRA – Despărțământul cultural al județului Arad », *Revista arhivelor* (Bucarest), n° 1, 1970, p. 191.
35. SDAAN, *Fond ASTRA*, dossier 6/1863, f. 5 16.

36. Nichita Adăniloae et al., *Unitatea națională a românilor în epoca modernă, 1821-1918*, Bucurest, 1985, p. 88.
37. Curticăpeanu, *Mișcarea culturală românească*, p. 51.
38. *Ibid.*; SDAAN, *Fond ASTRA*, dossier 6/1863, f. 61-62.
39. Apud I. D. Suciu, « Societăți de lectură și școli superioare la românii bănățeni în sec. XIX », *Mitropolia Banatului* (Timișoara), XXX, n° 10-12, 1980, p. 666.
40. *Aurora Română*, I, n° 10, 1863 ; *Gazeta Transilvaniei* (Brașov), XXVI, n° 37, 38, 1863 ; *Concordia* (Pest), III, n° 37, 1863.
41. Andrei Caciora, Nicolae Roșuț et Mircea Timbus, *Aradul în lupta pentru eliberare socială și națională*, vol. II, Arad, 1980, p. 31 ; SDAAN, *Fond ASTRA*, dossier 1/1861, f. 3.
42. SDAAN, *Fond ASTRA*, dossier 36/1864, f. 38v, 62.

Abstract

The Arad National Association for the Culture of the Romanian People (1863–1918): Between Local and Regional

The Arad cultural association, established in 1863, was a regional component of the Romanian civil society in Transylvania during the modern era, modeled along structures that already existed in the province and in the empire as a whole. The association developed both a scholarly-scientific agenda and a cultural one, whereby it sought to spread culture among the general population. As time went by, the latter dimension of its activity gained foremost importance, driven by the nationality principle and reducing the distance between the elite and the masses.

Keywords

associationism, civil society, cultural associations, Arad, Transylvania, Austria-Hungary